

Communiqué de presse

Vingt-deux États issus des États du mal : un exemple de trahison et de complot !

(Traduit)

Vingt-deux pays membres de l'Organisation islamique ont condamné dans un communiqué commun la visite du ministre des Affaires étrangères de l'entité juive, Gideon Sa'ar, dans la région de Somaliland le 6 janvier 2026. Cette visite fait suite à la reconnaissance de l'entité juive de l'État du Somaliland à la fin du mois de décembre dernier.

La déclaration a été signée par l'Organisation de coopération islamique et les ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, du Bangladesh, des Comores, de Djibouti, de l'Egypte, de la Gambie, de l'Indonésie, de l'Iran, de la Jordanie, de la Libye, du Koweït, des Maldives, du Nigeria, d'Oman, du Pakistan, de l'Autorité palestinienne, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Somalie, du Soudan, de la Turquie et du Yémen. La déclaration affirmait que cette visite constituait une violation flagrante de la souveraineté de l'État fédéral somalien et portait atteinte aux règles internationales établies et à la Charte des Nations unies. Elle soulignait également que l'encouragement des projets séparatistes était inacceptable.

Les événements, petits et grands, qui se sont produits au cours des cent dernières années ont prouvé que c'est là le maximum que peuvent faire ces États créés par le colonialisme sur les ruines de l'État califal, et non le maximum de leurs capacités, car ils pourraient faire beaucoup plus s'ils le voulaient. Nous avons vu certaines d'entre elles envoyer leurs avions et leurs armées en Irak, au Yémen et en Syrie, d'autres dépenser des centaines de millions pour étouffer la révolution au Levant et encourager les combats au Soudan, d'autres encore participer à des alliances militaires, mais nous n'avons vu aucune d'entre elles envoyer une seule balle en Cisjordanie ou à Gaza. Certaines ont même envoyé des renforts à l'entité juive pendant son génocide à Gaza, et toutes se sont contentées de compter le nombre de martyrs, de blessés et de personnes déplacées. Tout cela confirme qu'il s'agit d'États fonctionnels dont la mission est de maintenir la division de la nation islamique, d'empêcher le retour de l'islam au pouvoir sous le califat selon le modèle prophétique, et de permettre à l'entité juive de s'emparer de la terre bénie et de la protéger.

Bien que la déclaration de ces 22 pays considère que l'encouragement des projets séparatistes est inacceptable, ce sont leurs dirigeants qui consacrent la séparation des pays islamiques les uns des autres en conservant leurs sièges au pouvoir. Ce sont eux qui ont encouragé, ou du moins toléré, la séparation du Sud-Soudan, et qui encouragent aujourd'hui la division du reste du Soudan. Cela signifie qu'ils sont capables d'agir et de mobiliser leurs armées s'ils le souhaitent, mais comment le pourraient-ils alors qu'ils ont subordonné leur volonté à celle de leurs maîtres américains et européens ?

Combien de temps notre nation restera-t-elle silencieuse face à ces tyrans ? Combien de temps ses armées continueront-elles à les protéger et à passer sous silence leurs trahisons ? N'est-il pas de leur devoir de se détourner de ces dirigeants qui les mènent à leur perte, et de prêter allégeance à un seul calife qui nous gouverne selon la loi de Dieu Tout-Puissant, qui mobilise nos armées pour éliminer l'entité juive et qui porte le message de l'islam à tous les peuples afin de les sortir de l'oppression et des ténèbres du colonialisme pour les conduire vers la lumière et la justice de l'islam ?

Bureau central des medias du Hizb ut-Tahrir

